L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 2 AVRIL 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
N° 83, RUE DE CHARTRES

Journal Officiel de l'Etat, du Conseil-Général et du Conseil de la Première Municipalité.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 2 AVRIL 1852.

POUR PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE.
POUR VICE PRESIDENT:
JOHN J. CRITTENDEN.

Ils ont été désignés par la Convention nationale whig

EUROPE.

L'*Europe* est arrivée à New York le 25 mars. Il nous apporte des nouvelles d'Angleterre jusqu'au 11. On trouvera plus loin notre correspondance politique de Paris. Elle résume les faits saillants de la dernière semaine et les appréciera comme de coutume, au point de vue d'une opposition fort avancée.

Nous avons déjà annoncé que M. Billault avait été nommé président du corps législatif. La *France Nouvelle* annonce que cette nomination a une très grande signification en ce moment qu'elle prouve combien le prince président a à cœur de marcher dans la voie démocratique que lui a tracée l'empereur Napoléon, son oncle, et dans laquelle il est lui même entré de plain-pied en arrivant au pouvoir. M. Billault a dû avant tout faire le 12 mars au palais de la présidence. La veille il avait visité les appartemens qui lui sont destinés dans le salle des séances dont les travaux touchent à leur fin.

Les *Pays* exposent que les relations de la France avec la Suisse ne seront pas troublées et soutient d'ailleurs la conduite énergique du ministre plénipotentiaire français à l'égard de la réfugiée.

On sait que le départ de Londres de l'ambassadeur français a causé quelque inquiétude en Angleterre. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le *Morning Post*:

« S. Exc. l'ambassadeur de France et la comtesse Walewski ont quitté samedi sur Grosvenor square pour se rendre à Paris, pour affaires particulières, S. Exc. reviendra à la fin de la semaine. Les affaires de l'ambassade doivent être parfaites pendant son absence, par M. de Sauzy, en qualité de chargé d'affaires.»

L'*Observer* et le *Morning Advertiser* croient que ce départ se lie au contraire à des considérations politiques, et le *Sun*, journal du soir, dit:

Les fonds anglais ont un peu souffert par suite des appréhensions faites sur la cause de départ de l'ambassadeur de France pour Paris, et par suite des difficultés que paraît devoir faire éprouver à notre cabinet l'opposition de Cobden, si on juge par les délibérations prolongées du conseil de samedi.

Nous devons ajouter que cela n'est pas confirmé comme bien grave, car la baisse n'est que de 1p% sur les consolidés.

Le *Constitutionnel* continue à faire ressortir les avantages qu'offre le nouveau gouvernement avec ce que l'on peut prévoir aujourd'hui. Qu'était en France le parlement, dit-il, depuis l'Empire? Une cible ou s'adressaient à l'envi les railleries de nos rivaux, les bons mots des beaux esprits, les insultes des ambitieux, les menaces des factions. Dans les Assemblées politiques, dans la sanctuaire de la magistrature, au sein de toutes les administrations, le haine ou méconnaissait les représentans du Pouvoir était devenu une sellette. On devait s'y asseyant, se rendre aux interpellations aux citations et aux outrages. Mi intrépidement leurs procureurs généraux, préfets, maires, gardes champêtres, gendarmes, tous ces agens de l'autorité publique dont le dévouement et le courage font de notre nation de notre repos, de notre vie, sauvent les trônes de cristal de rue, dans les carrefours, dans les salons, dans les cabarets, et la comédie n'a pas oublié la chanson la plus applaudie, la moins sûre de la plus recherchée, étaient toujours celles qui portaient le plus de dérision ou de mépris sur le Pouvoir sur ses dépositaires sur ses actes et sur ses hommes.

Et le journal du docteur Véron continue en ces termes:

Grâce à Dieu, toutes ces choses sont changées aujourd'hui. Le Pouvoir que l'on combattait le dernier que l'on bafouait et que l'on méprisait.

Pendant la révolution, Robespierre proposa une théorie des droits de l'homme, dans laquelle il était dit que les fonctionnaires et les ministres étaient les serviteurs de la nation. Le bon sens et l'expérience ont montré que le gouvernement c'est la nation elle même, s'administrant, s'assurant et se défendant, et telles sont, en effet, les notions de la conscience et la conviction dont jouissent auprès des populations, les dépositaires de l'autorité publique, que leur appui avoué, constant, énergique, a été la cause principale et le commentaire du mouvement immense qui s'est opéré dans les électeurs. Les électeurs ne se sont pas trompés. Le gouvernement du prince Louis-Napoléon nous devait le bienfait inappréciable de rendre à l'élu et à l'électeur leur droit souverain. Ils ont usé de ce droit en électeurs et en élus, dans l'intérêt de tous et de chacun.

Le principale cause qui éloignait du gouvernement de juillet sa sympathie et l'ignorance des peuples à l'égard de ce qu'on appelait le gouvernement des Chambres, c'était son droit, et l'usage qu'en faisaient celles-ci. Au lieu de proclamer tout haut ses devoirs, de les prescrire et de les défendre comme des mesures de réserves au salut commun, elles aimaient à subir comme un droit, un privilége, un bénéfice, ce qui devait être tout le monde, et sauf la part de chacun à l'opposition, et il la faut bien, les hommes les plus sages, les plus éclairés, les plus honorables, et l'opposition qui a pour elle la conscience, la conscience publique et honorable, et l'opposition qui a pour elle la conscience, la conscience publique et honorable, et l'opposition qui a pour elle la conscience, la conscience publique et honorable